

80 ANS



**Centrale
Sanitaire
Suisse
Romande**

Engagée pour la santé depuis 1937!

Cahier n° 10 - septembre 2017

Sommaire

Cahier spécial. La coopération internationale en Palestine

- page 1 Problématique. Palestine. Les impasses de l'occupation militaire et de l'aide internationale
- page 2 Huitante ans et toutes ses dents (3/4). La CSSR en Erythrée
- page 3 Projet. La CSSR en Palestine : soigner c'est résister !
- page 4 Opinion. La contradiction du développement
Conférence: Délocalisation forcées au Petén (Guatemala)

*Engagée pour
la santé!*

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Problématique

Palestine: les impasses de l'occupation militaire et de l'aide internationale

Après la guerre israélo-arabe de 1967 et le début de l'occupation militaire de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, Israël a inauguré une nouvelle phase de son histoire. Dans ses mémoires, Abba Eban –à l'époque ambassadeur israélien aux Nations Unies à New York et corédacteur de la résolution 242 des Nations Unies relative au retrait de l'armée israélienne des territoires occupés – rappelle les échanges avec son Premier ministre, Levi Eshkol. En 1967, Abba Eban avait bien mis en garde ce dernier du danger qu'allait représenter l'occupation militaire, «une sorte de cancer qui risquait de corrompre la société israélienne». Ses réserves ne furent pas entendues et, depuis, l'Etat juif s'est enfoncé dans la poursuite d'une colonisation d'installation, sans que la communauté internationale n'ait été capable jusqu'ici de l'endiguer.

Pour les Palestiniens, la Naksa (la «défaite», en arabe) de 1967 a vite été assimilée à une deuxième Nakba (la «catastrophe» de 1948) qui se répète, qui continue... La suite a été une succession de défaites militaires et d'exils à divers niveaux, une mise sous tutelle économique par l'occupant, un morcellement de la population palestinienne, accentué par les Accords d'Oslo qui avaient ouvert la porte à des espoirs de paix, aujourd'hui de plus en plus compromis.

Côté suisse et européen, les chancelleries respectives s'affairent dans le dialogue politique et ne lésinent pas sur les moyens investis dans l'aide humanitaire et au développement pour les populations civiles, outre les apports financiers au budget de l'Autorité palestinienne, en manque chronique de revenus. Si le processus de paix en est à un point mort, il est néanmoins important de se questionner sur les raisons de la coopération bilatérale et multilatérale.

En effet, à un premier niveau, on pourrait dire qu'une partie des impôts des citoyens suisses et européens investis dans l'aide internationale servent à payer une bonne partie de la facture que l'Etat israélien devrait supporter. En effet, selon la 4ème Convention de Genève, l'Etat juif devrait pourvoir aux besoins des populations civiles sous occupation militaire, mais ce dernier ne reconnaît pas l'occupation de facto, sanctionnée par le droit international.

A un deuxième niveau, si l'aide ne peut remplacer la diplomatie, elle est néanmoins fondamentale dans un contexte de conflit prolongé, où plusieurs générations en paient désormais le prix. La liste des secteurs d'intervention appropriés est certes longue, mais le domaine de la santé mentale chez les enfants et les jeunes adultes est peut-être aujourd'hui parmi les plus importants. Il s'agit d'un enjeu social, autant pour les populations palestiniennes à Gaza et en Cisjordanie que pour les militaires israéliens mobilisés pour l'occupation militaire. C'est là un enjeu que Abba Eban avait bien identifié il y a cinquante ans...

Riccardo Bocco

Professeur de sociologie politique à l'IHEID, Genève

Pas encore vu notre site internet ?

RDV sur www.css-romande.ch pour découvrir toutes nos actions !

Huitante ans et toutes ses dents !

À l'occasion de ses 80 ans, la CSSR rappelle, en quatre articles successifs à paraître cette année dans son bulletin, les principaux épisodes de la longue histoire qui fait d'elle l'une des doyennes parmi les ONG de la coopération suisse au développement. Mais longévité ne rime pas nécessairement avec épuisement ou sagesse un peu apathique. Notre énergie, notre détermination sont intactes pour continuer à mener le combat contre les injustices qui nuisent à la santé des plus démunis.

Episode 3: 1977 - 1997

La Centrale Sanitaire Suisse: 30 ans d'enseignement médical en Erythrée. Par Prof. J.S. Lacroix

Depuis plus de trente ans, des membres du corps médical suisse se rendent en Erythrée, dans le cadre de missions humanitaires ou dans le but de former sur place des professionnels de santé. J'ai effectué ma première mission en Erythrée en février 1985, grâce au financement de la Centrale Sanitaire Suisse (CSS). La guerre de libération durait déjà depuis 24 ans. La CSS m'avait demandé d'aller dans un hôpital camouflé dans une région montagneuse du nord du pays, derrière la ligne de front. But de la mission: installer une salle d'opération, dans une grotte à l'abri des frappes aériennes et enseigner les interventions chirurgicales de base de la sphère ORL. Le dernier médecin de cette spécialité, d'origine italienne, avait quitté le pays en 1941, lors de l'arrivée des troupes anglaises. Un nombre important de jeunes patients souffraient de rhumatisme articulaire aigu avec problèmes cardiaques associés à des infections chroniques pharyngées à streptocoques b-hémolytiques. Il m'a fallu six jours pour atteindre la vallée d'Orotta avec quelques 400 kg de matériel médico-chirurgical. Pendant 6 semaines, j'ai enseigné à une dizaine de médecins érythréens l'anatomie et la physiopathologie des problèmes de la sphère ORL et une dizaine d'opérations chirurgicales, en particulier des amygdalotomies. La plupart de ce matériel chirurgical est toujours utilisé.

Le défi érythréen dans le domaine des sciences de la santé

Depuis la libération, un certain nombre de médecins érythréens sont partis parfaire leur formation dans diverses spécialités à l'étranger et en particulier à Genève, dans notre hôpital universitaire.



Etudiants en médecine de l'école d'Asmara, Erythrée. Travaux pratiques : enseignement de l'hygiène corporelle. L'éducation à la santé semble être efficace pour améliorer la qualité de vie dans les pays défavorisés

Comme il fallait s'y attendre, tous ne sont pas retournés en Erythrée, pour des raisons socio-économiques assez évidentes. D'autre part, plusieurs médecins cadres des Hôpitaux Universitaires de Genève ont effectué des missions humanitaires et d'enseignement dans ce pays afin de compenser le manque chronique de professionnels médicaux et d'infrastructures de santé publique. Afin de pallier un manque aigu de professionnels de santé, le gouvernement érythréen a relevé un défi remarquable: créer une Ecole de Médecine à Asmara, la capitale, «Orotta Medical School» (en souvenir de l'hôpital camouflé dans les montagnes du nord du

pays pendant la guerre de libération). Les premiers étudiants ont commencé en février 2004. En moyenne, une quarantaine de médecins généralistes obtiennent leur diplôme de médecin après 6 ans d'études, dont 50 % d'activités pratiques dans les hôpitaux du pays. Des enseignants des Hôpitaux Universitaires de Genève, Lausanne et Fribourg, ont généreusement contribué à la formation des étudiants et des enseignants actuels de l'Ecole de Médecine d'Asmara.

Un projet dont les résultats sont gratifiants à long terme. L'enseignement semble être une arme efficace de démocratisation massive.

BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanction)

Depuis plus de 60 ans, Israël poursuit sa politique d'occupation, de colonisation, de nettoyage ethnique et d'apartheid. Que faire, ici ? L'appel BDS lancé en 2005 demande la liberté, l'égalité et la justice pour tous les Palestiniens : fin de l'occupation et de la colonisation ; destruction du mur de séparation ; droits identiques pour les citoyens arabo-palestiniens d'Israël ; droit au retour pour les réfugiés palestiniens. Par des moyens non-violents de boycott, de désinvestissement et de sanctions, BDS CH mène des campagnes pour mettre un terme à la complicité de notre gouvernement, nos industries et nos institutions. www.bds-info.ch

La CSSR en Palestine : soigner c'est résister !

La Centrale Sanitaire Suisse Romande (CSSR) est engagée dans les territoires occupés palestiniens depuis les années 80. Au-delà du travail d'information qu'elle mène en Suisse pour sensibiliser l'opinion, c'est plus de 30 années d'aide sanitaire et politique qu'elle apporte sur le terrain. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Comment continuer à résister ?

Par Gaspard Nordmann

A partir des premières missions du Dr Ultramare en 1984, plusieurs projets sanitaires seront menés par la CSSR en Cisjordanie, en réponse à l'incapacité des autorités occupantes et palestiniennes. Au fil des années, c'est tour à tour l'aide apportée au travail d'une sage-femme (Laura Wick), la formation d'une vingtaine de travailleuses de la santé, la mise sur pied de campagnes de diagnostic des maladies chroniques. Dès 1988, notre aide augmente avec le soutien à l'UPMRC : Union of Palestinian Medical Relief Committees, devenue depuis PMRS : Palestinian Medical Relief Society, dirigée par le Dr M. Barghouti. La CSSR centre son action sur les soins primaires, notamment les maladies chroniques : spots vidéo de sensibilisation au diabète, au tabagisme, à la violence de genre et à d'autres maux, spots produits par l'unité de production audiovisuelle du PMRS lui-même.

Depuis 2015, la CSSR est engagée auprès d'un nouveau partenaire : Yes Theatre. Notre objectif commun est d'apporter, par le théâtre (dramathérapie), un soutien psychosocial aux enfants et aux jeunes palestiniens ex-détenus par les forces de l'ordre israé-



Le PMRS apporte des soins à près d'un tiers de la population palestinienne

liennes. Grâce à l'approche originale de la dramathérapie, les jeunes participants aux ateliers et aux spectacles qu'ils mettent en scène eux-mêmes, découvrent un espace pour s'exprimer et pour témoigner de leur expérience. Par ce biais, ils regagnent une confiance en soi et envers les autres, améliorent la connaissance de leur corps et de leur esprit et peuvent mieux se réinsérer dans leur communauté.

Et surtout, ils retrouvent la force pour construire leur futur et leur société.

En 2017, après plus de 30 ans de soutien, nous sommes toujours là! La situation israélo-palestinienne n'évolue guère, en tout cas pas dans le bon sens. Le développement de la Palestine est de plus en plus lié à l'aide internationale et la CSSR fait partie des (trop?) nombreuses ONG présentes en Palestine. Serait-on entré dans un système qui renforce la dépendance vis-à-vis de l'extérieur ? En quoi notre aide est-elle toujours nécessaire ? Questions que nous débattons au sein de la CSSR.

L'aide sanitaire de la CSSR à la Palestine répond bien entendu à des sentiments humanitaires, mais aussi, et surtout, à des raisons politiques : le soutien solidaire à un peuple en lutte pour son indépendance. Car les soins sont pour nous un acte politique. En essayant de guérir les maux de l'occupation, on affirme le droit des peuples à bénéficier d'un accès aux prestations médicales. C'est une résistance face à une puissance d'occupation qui cherche par tous les moyens à briser le corps et l'esprit des occupés. Soigner, c'est résister !

Plus d'informations sur notre projet

www.css-romande.ch/palestine

CUP (Collectif Urgence Palestine)

Collectif constitué à Genève en 2012, au retour d'une délégation partie rejoindre le mouvement international pour la protection du peuple palestinien, le CUP témoigne son soutien au peuple palestinien à travers diverses campagnes d'information : interventions au Parlement, dénonciations publiques, manifestations ou conférences. Le CUP est présent chaque premier mardi du mois, Place de la Fusterie (GE), à l'occasion d'un piquet de protestation contre l'occupation, pour soutenir les luttes des prisonniers palestiniens et dénoncer le sort réservé aux enfants incarcérés. Un partenariat s'est construit depuis 4 ans avec la coopérative Al Sanabel à Haloul, près d'Hébron, regroupant une vingtaine de viticulteurs.

www.urgencepalestine.ch

La contradiction du développement

Nous avons demandé à notre partenaire actuel en Palestine, Yes Theatre, quel était son point de vue sur le rôle de l'aide internationale en Palestine. Petit éclairage très pragmatique de son directeur.

Par Mohammad Issa

CSSR : À cause de l'occupation israélienne, les autorités palestiniennes sont fortement dépendantes de l'aide externe. Est-ce que cette aide se traduit par un développement social en Palestine ?

YT : La communauté internationale prétend que son assistance est orientée vers un objectif de développement économique et social. Mais on observe que l'agenda international est bien souvent lié à l'agenda israélien. L'aide est là pour maintenir la situation actuelle et n'apporte pas un réel progrès.

L'aide externe est aussi destinée au soutien du Plan National [des autorités palestiniennes], mais ce plan n'est pas toujours en phase avec les réels besoins de la population et les nécessités d'un développement économique. La population n'a pas son mot à dire sur la manière dont est dépensé le budget national.

Israël est un des principaux problèmes qui affectent le processus de développement en Palestine. Les autorités palestiniennes et le peuple palestinien n'ont aucun contrôle sur leurs ressources. Précisons que la plus grande partie des ressources de notre nation est concentrée dans les Zones C [sous contrôle israélien]. Cela rend tout développement en Palestine très artificiel. La communauté internationale devrait pousser le gouvernement israélien à octroyer à nos autorités le droit d'intervenir dans ces zones. De plus, elle devrait comprendre que 75% de chaque dollar alloué aux autorités palestiniennes bénéficie directement ou indirectement à l'Etat israélien. Plus que de fonds, nous aurions donc besoin d'un soutien et d'une pression politique.

Dans ce contexte, quel est pour vous le rôle politique de la société civile palestinienne dans le développement de votre nation ?

La société civile palestinienne a joué un rôle majeur dans la formation de l'identité palestinienne et pour maintenir vivante la cause palestinienne. Elle complète les efforts de nos autorités et pourrait être considérée comme une tierce partie qui contrôle, à tous les niveaux, la performance de notre gouvernement.

La société civile a une position plus flexible que les autorités palestiniennes, qui restent limitées par les dispositions des Accords d'Oslo signés avec les Israéliens. Le rêve du peuple palestinien est d'établir un Etat pluraliste, viable et démocratique. Il y a là un paradoxe : au niveau interne, nous discutons des limites des autorités palestiniennes et de leur fonctionnement. Au niveau externe, on se bat pour une reconnaissance de notre Etat et de nos autorités. C'est toute l'ambiguïté qu'implique l'occupation israélienne.

Quels sont aujourd'hui votre vision et vos espoirs pour le futur ?

Tout d'abord, l'aide internationale devrait se demander si tout l'argent dépensé par la communauté internatio-

nale a un réel impact et sert vraiment le peuple palestinien. Nous, les Palestiniens, préférierions avoir davantage de soutien politique, plutôt que des fonds. Un soutien qui nous mènerait à avoir un contrôle de nos ressources et de notre développement économique.

Deuxièmement, la solidarité est ce dont notre peuple a vraiment besoin. Je ne parle pas seulement de solidarité externe, mais surtout de la solidarité entre les Palestiniens eux-mêmes. C'est un des éléments essentiels dans un modèle de développement performant. Un modèle qui permettrait aux Palestiniens d'obtenir leur indépendance et de construire un Etat démocratique. Actuellement, les autorités palestiniennes ont adopté le néo-libéralisme comme approche du développement. Cela est délicat et risqué puisque nous n'avons pas accès à nos ressources.

Pour revenir à votre question, je suis toujours optimiste puisque nous restons attachés à notre terre. Les Palestiniens commencent à prouver que notre nation n'est pas immature. C'est une nation vivante qui grandit et se développe.

Événement CSSR

Conférence publique

Guatemala: Délocalisations forcées au Petén, des communautés témoins

Mardi 26 septembre 2017, 19h30

Maison des Associations (salle R.Carson), 15 rue des Savoises, Genève

De passage à Genève, deux membres de notre association partenaire au Guatemala, l'ACCODIL, témoigneront du quotidien de leurs compatriotes, victimes de délocalisations forcées exécutées dans la violence par la police.

Entrée libre, un apéritif suivra

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37 – info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Gaspard Nordmann, Alicia Pary, Jean-Marc Richard **Tirage:** 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an